

RCS : NANCY  
Code greffe : 5402

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANCY atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 01031  
Numéro SIREN : 898 635 081  
Nom ou dénomination : 3D NUISIBLES

Ce dépôt a été enregistré le 29/12/2021 sous le numéro de dépôt 8720

# **PROTECT-NUISIBLES**

*Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 2.500,00 €*

97, rue Sauveur Tobelem

13007 MARSEILLE

**RCS MARSEILLE 898 635 081**

## **PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 31/10/2021**

**L'an Deux mille vingt-et-un**

**Le 31 octobre à 14 heures**

Les actionnaires de la société **PROTECT-NUISIBLES** au capital de 2500,00 € divisé en 2500 actions sociales d'un euro (1,00 €) chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social.

L'assemblée est présidée par **Monsieur PIACENTILE Bastien, André, Marc**, président et actionnaire de ladite société, demeurant au 84 boulevard de Roux à MARSEILLE (13004).

Le président constate :

- Qu'est présent en dehors de lui-même, (titulaire de 250 actions)
- **Monsieur OUQAMRA Ayoub**, né le 13 février 1993 à Nancy (54), de nationalité française, demeurant au Cité des Provinces à LAXOU (54520) (Nouvel actionnaire Entrant)

Tous les actionnaires étant présents, l'assemblée peut valablement délibérer conformément à la loi et aux statuts.

Le président rappelle l'ordre du jour de l'Assemblée :

- **Approbation de la démission du président et quitus**
- **Approbation de la nomination du nouveau président**
- **Approbation de cession d'actions**
- **Approbation du nouveau siège social**
- **Approbation de la modification corrélative des statuts**

### **PREMIERE RESOLUTION**

#### ***Approbation de la démission du président et quitus***

Monsieur PIACENTILE Bastien, André, Marc présente sa démission de la fonction de gérant qu'il occupe au sein de la société PROTECT-NUISIBLES à effet du 31 octobre 2021.

Il demande l'approbation de sa démission à la collectivité des actionnaires et quitus de sa fonction.

La collectivité des actionnaires approuve cette résolution et l'adopte à l'unanimité.

### **DEUXIEME RESOLUTION**

#### ***Approbation de la nomination du nouveau président***

Suite à la démission de Monsieur PIACENTILE Bastien, André, Marc du poste de président au sein de la société PROTECT-NUISIBLES, la collectivité des actionnaires décide de la nomination à cette fonction à compter de ce jour de Monsieur OUQAMRA Ayoub qui

B. P A. O

remercie la collectivité de la confiance témoignée et accepte sa nouvelle fonction. En outre, il déclare n'être frappé d'aucune interdiction pouvant lui empêcher l'exercice de sa fonction.

La collectivité des actionnaires approuve cette résolution et l'adopte à l'unanimité.

### **TROISIEME RESOLUTION**

#### ***Approbation de la cession de parts sociales***

- Monsieur PIACENTILE Bastien, André, Marc fait part de son intention de céder la totalité des actions qu'il détient au sein de la société PROTECT-NUISIBLES soit 2500 actions numérotées de 1 à 2500.

Il présente Monsieur OUQAMRA Ayoub en tant que cessionnaire de tous ces actions numérotées de 1 à 2500 et en demande l'approbation à la collectivité des actionnaires.

La collectivité des actionnaires approuve cette résolution et l'adopte à l'unanimité.

### **QUATRIEME RESOLUTION**

#### ***Approbation du nouveau siège social***

Monsieur OUQAMRA Ayoub fait part de son intention de transférer le siège social de la société au 20, boulevard du 26<sup>e</sup> RI à NANCY (54000) à compter de ce jour.

La collectivité des actionnaires approuve cette résolution et l'adopte à l'unanimité.

### **CINQUIEME RESOLUTION**

#### ***Approbation de la modification de la dénomination***

Monsieur OUQAMRA Ayoub fait part de son intention de modifier la dénomination de la société par « 3D NUISIBLES »

La collectivité des actionnaires approuve cette résolution et l'adopte à l'unanimité.

### **SIXIEME ET DERNIERE RESOLUTION**

#### ***Approbation de la modification corrélative des statuts***

Suite aux modifications intervenues au sein de la société, la collectivité des actionnaires décide de modifier corrélativement les articles 3, 8.2 et 12 des statuts de la société PROTECT-NUISIBLES, comme suit :

*(Extrait des statuts de la société PROTECT-NUISIBLES, Art. 3, 8.2 et 12)*

#### ***« Article 3 – Siège Social***

*Le siège social est fixé au : 20 boulevard du 26<sup>e</sup> Ri à NANCY (54000) »*

#### ***« 8.2 – Répartition du capital***

*Les actions sont attribuées et réparties de la manière suivante :*

- *Monsieur OUQAMRA Ayoub, à concurrence de 2500 actions »*

**« Article 12 – Nomination des Dirigeants**

*La société est gérée et administrée par un Président et éventuellement un ou des Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales.*

*Est/Sont nommé(s), à compter de ce jour, en qualité de dirigeant de la société :*

- *Monsieur OUQAMRA Ayoubé demeurant au Cité des Provinces à LAXOU (54520) en qualité de Président. »*

La collectivité des actionnaires approuve cette résolution et l'adopte à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la Présidente déclare la séance levée.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire des présentes, pour l'accomplissement des formalités légales éventuelles.

De tout ce qui est dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture a été signé par les actionnaires.

Fait à Marseille, en cinq originaux,  
Le 31 octobre 2021

**Monsieur PIACENTILE Bastien, André, Marc**

*Président-Actionnaire-Sortant*

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'B' followed by a horizontal line.

**Monsieur IOUQAMRA Ayoubé**

*Président-Actionnaire-Entrant*

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line.

# **PROTECT-NUISIBLES**

*Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 2.500,00 €*

97, rue Sauveur Tobelem

13007 MARSEILLE

**RCS MARSEILLE 898 635 081**

---

## **CESSION D' ACTIONS**

---

Entre les soussignées :

- Monsieur **PIACENTILE Bastien, André, Marc**, né le 18 décembre 1995 à Marseille (13), de nationalité française, demeurant au 84 boulevard de Roux à MARSEILLE (13004)

Ci-après dénommé le cédant d'une part ; Et

- Monsieur **OUQAMRA Ayoub**, né le 13 février 1993 à Nancy (54), de nationalité française, demeurant au Cité des Provinces à LAXOU (54520)

Ci-après dénommé le cessionnaire d'autre part.

\*\*\*\*\*

En date du 13 avril 2021, il est établi une S.A.S.U. dénommée FRANCE NUISIBLES au capital de 2500,00 € divisé en 2500 actions de 1,00 € chacune, numérotées de 1 à 2500.

Le cédant possède au sein de cette société 2500 actions sociales numérotées de 1 à 2500.

**Ceci ayant été exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

### **Article 1 / Cession**

Le cédant cède et transporte, par les présentes, sous les garanties ordinaires et de droits au cessionnaire qui accepte les 2500 actions sociales numérotées de 1 à 2500.

La présente cession prendra effet à compter de ce jour.

### **Article 2 / Origine de propriété**

Les actions sociales cédées par les présentes résultent :

De la création de la société S.A.S.U. FRANCE NUISIBLES au sein de laquelle le cédant, Monsieur PIACENTILE Bastien, André, Marc possède 2500 actions numérotées de 1 à 2500.

Cette cession est approuvée par la collectivité des associés de la S.A.S.U. PROTECT-NUISIBLES, suivant l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 octobre 2021.

BP AO

### **Article 3 / Le prix**

---

La présente cession de 2500 actions sociales est consentie et acceptée pour un prix de 1 Euro symbolique.

Prix que le cessionnaire verse un instant entre les mains du cédant qui le reconnaît et lui en donne quittance.

### **Article 4 / Absence de garantie de passif**

---

Le cessionnaire déclare parfaitement connaître la situation de la société, notamment la masse passive de cette société.

### **Article 5 / Déclarations pour l'enregistrement**

---

Le Cédant déclare que la Société est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les actions sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports à la Société.

Le nombre total des actions sociales de la société est de 2500 parts.

Pour l'application de l'article 726-I-1° bis du Code Général des Impôts, les parties déclarent que la Société n'est pas à prépondérance immobilière, tel que définie par l'article 726-I-2°.

Il sera perçu un droit de 3% liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de actions de la Société.

Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article 674 du CGI, il ne peut être perçu moins de 25 € de droits d'enregistrement à titre de minimum de perception.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement d'après la formule « *prix de vente – (23000€ x nombre de actions cédées / nombre de actions total de la société* » et la prise en compte du minimum de perception, est de 25,00 €.

### **Article 6 / Formalités de publicité**

---

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois cette signification pourra être remplacée par le dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession, contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

### **Article 7 / Transfert de propriété – Réserve d'Usufruit – Entrée en jouissance**

---

En conséquence, les cédants mettent et subroge le cessionnaire dans tous les droits qu'ils tiennent des actions sus-analysé.

BP AO

## **Article 8 / Les frais**

---

Les frais, droits et honoraires des présentes, y compris le coût de l'enregistrement, seront à la charge du cessionnaire qui s'y oblige.

## **Article 9 / Pouvoir**

---

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire des présentes pour accomplir toutes formalités partout où besoin sera.

*Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 8 de la loi du 18 avril 1918 (article 1837 du Code Général des Impôts) que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.*

Fait à Marseille (en cinq exemplaires),  
Le 31 octobre 2021

**Monsieur PIACENTILE Bastien, André, Marc**  
*Le cédant*



**Monsieur OUQAMRA Ayoub**  
*Le cessionnaire*



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT  
NANCY 1  
Le 22/12/2021 Dossier 2021 00101175, référence 5404P01 2021 A 03666  
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €  
Total liquidé : Vingt-cinq Euros  
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

## **PROTECT-NUISIBLES**

Société Par Actions Simplifiée au capital de 2 500,00 €

Siège social : 97 RUE SAUVEUR TOBELEM

13 007 MARSEILLE

898 635 081 RCS MARSEILLE

---

**STATUTS A JOUR SUITE AUX DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE**

**EN DATE DU 1ER AOUT 2021**

**STATUTS MIS A JOUR AU 31 OCTOBRE 2021**

# STATUTS CONSTITUTIFS

LES SOUSSIGNES :

**PIACENTILE Bastien, André, Marc** demeurant 84 Boulevard de Roux, 13004 - Marseille né-e le 18/12/1995 à Marseille, de nationalité française.

Ci-après - dénommé(s) le ou les « Associés »

D'UNE PART,

TERMINOLOGIE :

Associé(s) : désigne individuellement ou ensemble les personnes morales et physiques titulaires d'au moins une action de la Société .

Dirigeant(s) : désigne le Président de la Société ainsi que le ou les éventuel(s) Directeur(s) Général(ux)

Société : désigne la société en formation déterminée par les présents statuts, destinée à acquérir la personnalité morale.

Les Associés ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par Actions Simplifiée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'Associé.

IL A ETE CONVENU ET DECIDE CE QUI SUIIT :

Ao

# **TITRE I : FORME, OBJET, DENOMINATION SOCIALE, SIEGE SOCIAL, DUREE ET EXERCICE SOCIAL.**

## **Article 1 - Forme**

La Société a été constituée sous la forme d'une Société par Actions Simplifiée, régie par les dispositions légales et réglementaires applicables à cette forme de société et par les dispositions de droit commun et du Code de commerce applicables à toute société, ainsi que par les présents statuts.

## **Article 2 - Dénomination sociale**

La dénomination de la société est : 3D NUISIBLES

La Société a le nom commercial suivant : 3D NUISIBLES

Tous les actes et les documents émanant de la Société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social, ainsi que du numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

## **Article 3 - Siège social**

La Société aura son siège social à l'adresse suivante : 20 boulevard du 26e Ri à NANCY (54000)

## **Article 4 - Objet social**

La Société a pour objet social, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger : Désinfection de locaux et de véhicules. Destruction des insectes rongeurs et des nuisibles.

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et/ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son développement.

## **Article 5 - Durée**

La Société est formée pour une durée de 99 ans à compter de sa date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée.

Le ou les Associés devront être consultés au moins un (1) an avant la date d'expiration pour décider de la prorogation ou non de la durée de la Société.

À défaut, tout Associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social statuant sur simple requête la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

## **Article 6 - Exercice social**

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice sera clôturé le 31 décembre 2022.

## **TITRE II : APPORTS, CAPITAL SOCIAL, ACTIONS**

### **Article 7 - Apports**

#### **7.1 - Associé : PIACENTILE Bastien**

##### Apport en numéraire

Lors de la constitution de la Société, l'associé apporte en numéraire la somme de 2500 €.

Les actions représentant l'apport en numéraire susvisés sont totalement et intégralement libérées.

#### **7.2 - Dépôt des fonds**

La somme de 2500,00 (deux mille cinq cents) € correspondants aux apports en numéraire libérés sont déposés sur le compte ouvert au nom de la Société.

Ce dépôt est attesté par le certificat du dépositaire fourni en annexe.

### **Article 8 - Capital social**

#### **8.1 - Montant du capital**

Le capital social est fixé à la somme de 2500.00 (DEUX MILLE CINQ CENTS) euros.

Le capital social est divisé en actions de même catégorie d'une valeur nominale de 1 € chacune, au nombre de 2500, souscrites et libérées dans les conditions prévues à l'article « apports ».

#### **8.2 - Répartition du capital**

Les actions sont attribuées et réparties de la manière suivante :

- Monsieur OUQAMRA Ayoub, à concurrence de 2500 actions.

### **Article 9 - Modification du capital social**

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la Loi, en vertu d'une décision de l'Associé unique ou, en cas de pluralité d'Associés, par décision collective extraordinaire des Associés.

Le capital est augmenté par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres existants.

Toute nouvelle augmentation du capital en numéraire ne sera possible qu'après entière libération du capital déjà souscrit.

Les Associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. La collectivité des Associés qui décide l'augmentation de capital peut décider de supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la



Loi. Les Associés peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital contre numéraire au montant des souscriptions, dans les conditions prévues par la Loi.

Le capital peut être réduit en vertu d'une décision de l'Associé unique ou, en cas de pluralité d'Associés, par décision collective extraordinaire des Associés, dans le respect des conditions prévues par la Loi, sans porter atteinte à l'égalité des Associés.

### **Article 10 - Forme et droits attachés aux actions**

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte selon les modalités prévues par la Loi.

À la demande de l'Associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Toute action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Chaque action donne le droit de participer aux votes, délibérations et représentations dans les assemblées générales, selon les modalités définies à l'article "Décisions des Associés". Elle donne également droit à une information et à la communication des livres et documents sociaux, dans les conditions prévues par la Loi.

Conformément à l'article L. 225-232 du Code de commerce, un ou plusieurs Associés représentant au moins 5 % du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Président de la Société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

La propriété d'une action entraîne de plein droit l'adhésion aux statuts et aux résolutions sociales.

Les Associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

### **Article 11 - Indivisibilité des actions - Démembrement de propriété des actions**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société. À défaut, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété des actions, sauf convention contraire signifiée à la Société, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant l'assemblée générale ordinaire et au nu-propriétaire pour les décisions de l'assemblée générale extraordinaire. Cependant le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées et informé de toute consultation écrite.

## **TITRE III : PRESIDENCE, DIRECTION**

### **Article 12 - Nomination des Dirigeants**

La Société est gérée et administrée par un Président et éventuellement un ou des Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales.

Est/Sont nommé(s), à compter de ce jour, en qualité de dirigeant de la société :

- Monsieur OUQAMRA Ayoubé demeurant au Cité des Provinces à LAXOU (54520) en qualité de président.

#### **12.1 - Conditions de nomination du Président**

En cas de pluralité d'Associés, le Président est nommé, renouvelé et révoqué par décision collective ordinaire des Associés.

La décision qui le nomme fixe la durée de son mandat et les modalités de son éventuelle rémunération.

Le Président de la Société est désigné par les Associés sans limitation de durée, sauf décision différente des Associés.

Son mandat est renouvelable sans limitation.

## **12.2 - Conditions de nomination des Directeurs Généraux**

Le Président pourra nommer et révoquer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales ayant à titre habituel le pouvoir d'engager la Société.

La décision nommant le Directeur Général fixera l'étendue de ses fonctions, sa durée et les modalités de son éventuelle rémunération.

## **Article 13 - Cessation des fonctions des Dirigeants**

Les fonctions des Dirigeants prennent fin par leur décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

La décision de révocation des Dirigeants peut ne pas être motivée.

En cas de pluralité d'Associés, les Dirigeants sont révoqués par décision collective ordinaire des Associés représentant plus de 50 % des voix. Si cette majorité n'est pas obtenue sur première consultation, les Associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

## **Article 14 - Pouvoirs des Dirigeants**

### **14.1 - Président**

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Le Président est investi, en vertu de la Loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux Associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation par les présents statuts des pouvoirs du Président est inopposable aux tiers.

Dans les rapports entre Associés, le Président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la Société, dans la limite de l'objet social et des prérogatives des décisions d'Associés.

### **14.2 - Directeurs généraux**

Sauf décision contraire, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs à l'égard des tiers que le Président. Toute limitation statutaire des pouvoirs du Directeur Général est inopposable aux tiers.

## **Article 15 - Responsabilité des Dirigeants**

Le Président et les Directeurs Généraux sont responsables envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fraudes commises par eux dans leur gestion.

#### **Article 16 - Rémunération des Dirigeants**

Les Associés peuvent décider d'allouer une rémunération au Président et aux Directeurs Généraux de la Société. Tout Dirigeant a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

### **TITRE IV : TRANSMISSION ET LOCATION DES ACTIONS**

#### **Article 17 - Transmission des actions**

Les actions sont librement négociables.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

En cas de transmission d'actions, pour quelque cause que ce soit, les bénéficiaires devront fournir à la société tous documents justifiant la régularité de leurs droits.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés et le demeurent après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

### **TITRE V : DECISIONS COLLECTIVES**

#### **Article 18 - Conventions entre un Dirigeant ou un Associé et la Société**

Conformément à l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Commissaire aux comptes, s'il en est nommé un, ou le Président, présente un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Dirigeants, l'un de ses Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les Associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent aux Dirigeants de la Société.

#### **Article 19 - Décisions des Associés**

Chaque Associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

##### **19.1 - Forme et validité des décisions collectives**

Toutes les décisions pourront également être prises en assemblée, à distance, par voie de consultation écrite ou

d'un vote électronique, par conférence vidéo ou encore être prises dans un acte signé par tous les Associés, au choix du Président.

La collectivité des Associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la Loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation des Dirigeants ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses Dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote ;

Les autres décisions relèvent des Dirigeants. Et notamment le transfert du siège social vers une autre adresse en France.

Les décisions prises conformément à la Loi et aux statuts obligent tous les Associés.

Les assemblées d'Associés sont convoquées par le Président.

À défaut, elles peuvent être également convoquées par le Commissaire aux comptes ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la Loi.

Les Associés sont convoqués par lettre simple, lettre recommandée avec avis de réception, ou voie électronique, indiquant l'ordre du jour dans un délai de quinze (15) jours minimum. Ce délai de quinze (15) jours est ramené à huit (8) jours en cas de décès du Président.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un Associé désigné par l'assemblée.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence : celle-ci dûment émargée par les Associés présents et les mandataires, est certifiée exacte par le Président.

Tout Associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux Associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'Associé.

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par le Président. Ces convocations comportent également l'indication du jour, de l'heure et du lieu de la réunion.

Le vote à distance des associés pourra s'effectuer sous forme de courrier électronique ; à cette fin, la Société devra recueillir le consentement de chaque Associé destinataire des envois dématérialisés de documents.

Une assemblée pourra valablement être convoquée verbalement et être tenue sans délai, dès lors que tous les Associés sont présents.

## 19.2 - Information des Associés

Toute décision collective doit être précédée d'une information des Associés comprenant tous les documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.



Les documents suivants doivent être communiqués à chacun des Associés avant toute décision collective ou doivent leur être adressés avant toute assemblée ou en même temps que le formulaire de vote à distance en cas de consultation écrite ou de vote par voie électronique :

- rapport du Président ;
- texte des projets de résolution ;
- rapport du Commissaire aux comptes, s'il en existe un.

S'il s'agit de l'approbation des comptes sociaux, les comptes annuels, les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, ainsi que le tableau des résultats de la société au cours de chacun des exercices clos depuis la constitution ou des cinq (5) derniers exercices devront être adressés aux Associés en même temps que la lettre de convocation à l'assemblée ou mis à leur disposition en même temps que le formulaire de vote à distance.

### **19.3 - Majorités requises et quorum**

La volonté des Associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Les décisions collectives extraordinaires sont prises :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un Associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société à responsabilité limitée ou en société civile ;
- à la majorité requise à l'article « Transmission des actions » prévus dans les présents Statuts dans le cadre de l'agrément de nouveaux Associés ;
- pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les Associés présents ou représentés possèdent au moins deux tiers des actions.

En outre, les décisions collectives extraordinaires nécessitent pour leur validité :

- un quorum du quart (1/4) des actions lors de la première convocation,
- et un quorum d'un cinquième (1/5ème) des actions sur deuxième convocation. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

### **19.4 - Procès-verbaux et actes unanimes**

Les délibérations sont constatées sur un procès-verbal établi et signé par le Président, sur un registre spécial coté et paraphé. Ce registre est tenu au siège social. Le procès-verbal contient les éléments suivants : la date et lieu de réunion, les noms et prénoms des Associés présents, les documents et rapports soumis à discussion, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les décisions par acte unanime sont constatés dans un acte sous seing privé ou notarié et sont prises à l'unanimité des Associés sans délai ni formalisme.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque Associé.

## **TITRE VI : AFFECTATION DES RESULTATS, REPARTITION DES BENEFICES**

### **Article 20 - Comptes sociaux**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales.

En cas d'Associé unique, le Président établit l'inventaire et les comptes annuels. Leur dépôt au registre du commerce et des sociétés dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice vaut approbation des comptes.

A la clôture de l'exercice, le Président dresse l'inventaire des éléments d'actifs et de passif existants à cette date. Il dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe complétant ces deux documents.

En cas de pluralité d'Associés, il est dressé à la clôture de chaque exercice, à l'initiative du Président, les comptes sociaux comportant : les comptes annuels, les documents portant sur l'affectation du résultat, le rapport du Commissaire aux comptes le cas échéant et le procès-verbal de l'assemblée d'approbation des comptes, ou extrait du procès-verbal de cette assemblée contenant la proposition d'affectation du résultat et la résolution de l'affectation votée.

L'Associé unique ou l'assemblée des Associés approuve les comptes sociaux dans le délai de six (6) mois suivant la date de clôture de l'exercice social.

Pendant le délai de quinze (15) jours qui précède cette assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des Associés, qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les comptes sociaux annuels et documents relatifs à l'approbation des comptes sociaux annuels sont déposés au greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social de la Société dans les conditions réglementaires.

### **Article 21 - Affectation des résultats**

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur l'éventuel bénéfice constaté après approbation des comptes sociaux, diminué le cas échéant des pertes antérieures et augmenté des précédents reports, est prélevé en premier lieu cinq pour cent (5%) au moins pour constituer la réserve légale, afin de déterminer le bénéfice distribuable.

Le prélèvement pour constituer la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social, et recommence lorsque la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Sur proposition du Président, l'assemblée des Associés détermine sur ce bénéfice distribuable toutes sommes qu'elle juge convenable de prélever pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant ou pour être affectée à tous fonds de réserves générales ou spéciales.

Le surplus est attribué à l'Associé unique ou réparti entre les Associés au prorata de leurs droits dans le capital social.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'Associé unique ou par l'assemblée des Associés. Toutefois, le paiement doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice social, sauf prorogation de ce délai par décision de justice.

### **Article 22 - Commissaires aux comptes**

10

Conformément à l'article L. 227-9-1 du Code de commerce, les Associés peuvent ou doivent désigner un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires, ainsi qu'un ou plusieurs commissaires suppléants appelés à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

Les Commissaires aux comptes sont nommés pour six (6) exercices. Leurs fonctions expirent après l'Assemblée qui statue sur les comptes du sixième exercice.

La Société ne dépassant lors de sa constitution les seuils définis légalement et fixés par décret, il n'a pas été désigné de Commissaire aux comptes.

## **TITRE VII : DISSOLUTION, LIQUIDATION, CONTESTATIONS**

### **Article 23 - Dissolution**

En matière de dissolution, la Société est soumise aux dispositions communes de l'article 1844-7 du Code civil.

En cas de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, la Société pourra être dissoute dans les conditions fixées aux articles L. 225-248 du Code de commerce en cas de non régularisation de sa situation dans un délai de deux (2) ans.

Si la Société ne comprend qu'un seul Associé, la dissolution entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'Associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Conformément à l'article 1844-5 du code civil, les dispositions relatives à la transmission universelle du patrimoine ne sont pas applicables aux sociétés dont l'Associé unique est une personne physique.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

### **Article 24 - Liquidation**

En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation, conformément aux dispositions des articles L. 237-1 à L. 237-13 du Code de commerce, ainsi que des articles R. 237-1 à R. 237-9 du Code de commerce.

La dénomination de la Société devra donc être suivie de la mention « société en liquidation ». La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci.

Un ou plusieurs liquidateurs seront nommés par la décision qui prononce la dissolution. Le ou les liquidateur(s) dispose(nt) des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les Associés.

Après remboursement des apports, le boni de liquidation est attribué à l'Associé unique ou, en cas de pluralité d'Associés, réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

La collectivité des Associés subsiste lors de la liquidation, dans les mêmes conditions d'attributions qu'au cours de la vie sociale. Les pouvoirs des Dirigeants et du Commissaire aux comptes le cas échéant, prennent fin à compter de la dissolution.

Les Associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

### **Article 25 - Contestation**

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les

Associés ou entre la Société et les Associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la loi française et à la juridiction des tribunaux compétents du siège social de la Société.

## **TITRE VIII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

### **Article 26 - Frais**

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites, seront supportés par la Société, qui les portera en frais d'établissement, et devront être amortis sur les premiers exercices avant la distribution de bénéfices.

### **Article 27 - Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés**

La Société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

### **Article 28 - Actes et engagements pris pour le compte de la société en formation**

#### **28.1 - Actes et engagements antérieurs à la signature des statuts**

Un état des actes dressés antérieurement à la signature des présents statuts est annexé aux présents statuts. Cet état des actes énumère une liste exhaustive des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes, des engagements qui en résulteraient pour la Société.

Ces engagements sont repris par la Société à la signature des présents statuts et seront réputés avoir été souscrit par elle dès l'origine à compter de son immatriculation.

#### **28.2 - Mandat de prendre des engagements pour le compte de la Société**

Dans l'attente de l'accomplissement de la formalité d'immatriculation, l'assemblée des Associés peut donner mandat à toute personne de son choix de remplir toutes les formalités nécessaires à la régularisation de la Société et notamment, accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Lesdits actes et engagements seront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

*Ad*

## **Signatures**

Fait le : 31 octobre 2021

A : \_ NANCY

### Signatures des Associés

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal stroke.